

| | |
|---|----------|
| CABINET DU PREFET..... | 2 |
| <i>Arrêté préfectoral du 12 juillet 2024 portant réglementation de l'achat, de la vente, de la cession, de l'utilisation, du port et du transport des artifices de divertissement et articles pyrotechniques.....</i> | <i>2</i> |
| <i>Arrêté du 12 juillet 2024 réglementant temporairement la distribution et la vente de carburants et de produits chimiques, inflammables ou explosifs.....</i> | <i>2</i> |
| DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER..... | 3 |
| <i>Arrêté n° 2024 – DDTM - SE – 121 du 11 juillet 2024 approuvant l'agrément n° 50-2024-003 de la SARL Lechanoine pour la réalisation des vidanges des installations d'assainissement non collectif.....</i> | <i>3</i> |
| <i>Arrêté n° DDTM -DIR- 2024-10 du 12 juillet 2024 donnant subdélégation de signature de M. Guillaume BARRON à certains de ses collaborateurs.....</i> | <i>4</i> |

◆

CABINET DU PREFET

Arrêté préfectoral du 12 juillet 2024 portant réglementation de l'achat, de la vente, de la cession, de l'utilisation, du port et du transport des artifices de divertissement et articles pyrotechniques

Considérant qu'il appartient à l'autorité administrative d'apprécier la nécessité de prendre des mesures de prévention au vu des risques de troubles à l'ordre public dont elle a connaissance et de veiller à ce que ces mesures soient proportionnées à ces risques ; qu'en application de l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales, le préfet est compétent pour prendre les mesures adaptées et proportionnées nécessaires ;

Considérant que les forces de sécurité intérieures sont fortement mobilisées sur l'ensemble du territoire dans le cadre du plan vigipirate maintenu au niveau « urgence attentat » et pour assurer la sécurité des jeux olympiques et paralympiques ;

Considérant la pratique dans le département de la Manche de l'usage à vocation festive des artifices de divertissement à l'occasion des festivités et célébrations nationales ;

Considérant les violences urbaines survenues dans les nuits du 11 au 12 juin 2024 et du 15 au 16 juin 2024 sur le territoire de la commune de Cherbourg-en-Cotentin au cours desquelles des artifices de divertissement de type chandelles romaines, et fusées de toutes catégories ont été utilisés en tir tendu contre les forces de l'ordre et les dégradations ou destructions par incendie de biens mobiliers ou immobiliers consécutives à cet usage des artifices de divertissement ;

Considérant en outre que les artifices de divertissement des catégories F2, F3 et F4 ainsi que les articles pyrotechniques de catégorie T1, P1 et T2, P2, de par leur utilisation détournée, contribuent aux violences urbaines en étant utilisés comme initiateurs d'objets incendiaires et de moyens de propagation des feux dans le cadre de l'incendie de mobiliers urbains ou de véhicules et de bâtiments publics ;

Considérant que l'utilisation de ces artifices a pour conséquence potentielle de générer des attroupements significatifs de personnes, que ceux-ci résultent de l'intérêt présenté par certains badauds présents sur la voie publique ou de la constitution de phénomènes de bandes ;

Considérant que l'utilisation d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques de manière inappropriée sur la voie publique est de nature à créer des désordres et mouvements de panique ; qu'elle est susceptible de provoquer des alertes inutiles des forces de l'ordre et de les détourner ainsi de leurs missions de sécurité ; qu'elle est également susceptible, en couvrant les détonations d'armes à feu, de masquer une attaque réelle, risquant ainsi d'accroître le nombre de victimes ;

Considérant que l'utilisation d'artifices de divertissement et articles pyrotechniques impose des précautions particulières au regard des risques encourus pour ceux qui les manipulent ou pour leur entourage, notamment les enfants ;

Considérant que l'afflux de personnes dans les services hospitaliers, blessées par des articles pyrotechniques, dans le contexte de forte tension actuellement rencontré par les établissements hospitaliers concernés est susceptible de grever l'accès aux soins des populations concernées ;

Art. 1 : L'achat, la vente et la cession d'artifices de divertissement de catégories F2, F3 et F4 et d'articles pyrotechniques de catégorie T1, P1 et T2, P2 sont interdits du samedi 13 juillet 2024 à 18h00 au lundi 15 juillet 2024 à 8h00

Art. 2 : L'utilisation, le port et le transport d'artifices de divertissement de catégories F2, F3 et F4 et d'articles pyrotechniques de catégorie T1, P1 et T2, P2 sont interdits du samedi 13 juillet 2024 à 18h00 au lundi 15 juillet 2024 à 8h00 sur l'ensemble du territoire des communes du département de la Manche.

Art. 3 : Par dérogation aux dispositions des articles 1er et 2 sont autorisés l'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation des artifices de divertissement des catégories F2, F3 et F4, ainsi que des articles pyrotechniques des catégories T1, P1 et T2, P2, aux personnes pouvant justifier de leur utilisation dans le cadre d'un spectacle pyrotechnique tel que défini par l'article 2 du décret n°2021-580 du 31 mai 2010.

De même, pour les seuls artifices de divertissement des catégories F2 et F3, ainsi que pour les articles pyrotechniques des catégories T1, P1 et T2, P2 l'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation sont autorisées aux seules personnes pouvant justifier de leur utilisation dans le cadre d'un feu d'artifice préalablement déclaré et autorisé par le maire de la commune, ainsi qu'aux organisateurs d'événements ou aux particuliers sur des espaces privés.

Art. 4 : Les infractions au présent arrêté seront réprimées dans les conditions prévues aux articles susvisés du code pénal.

Signé : Pour le Préfet, la Secrétaire générale : Perrine SERRE

◆

Arrêté du 12 juillet 2024 réglementant temporairement la distribution et la vente de carburants et de produits chimiques, inflammables ou explosifs

Considérant qu'il appartient à l'autorité administrative d'apprécier la nécessité de prendre des mesures de prévention au vu des risques de troubles à l'ordre public dont elle a connaissance et de veiller à ce que ces mesures soient proportionnées à ces risques ; qu'en application de l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales, le préfet est compétent pour prendre les mesures adaptées et proportionnées nécessaires ;

Considérant que les forces de sécurité intérieures sont fortement mobilisées sur l'ensemble du territoire dans le cadre du plan Vigipirate maintenu au niveau « Urgence attentat » et pour assurer la sécurité des jeux olympiques et paralympiques ;

Considérant les violences urbaines survenues dans les nuits du 11 au 12 juin 2024 et du 15 au 16 juin 2024 sur le territoire de la commune de Cherbourg-en-Cotentin et les dégradations ou destructions par incendie de biens mobiliers ou immobiliers consécutives ;

Considérant que pour prévenir tout trouble grave à l'ordre public, occasionné par l'utilisation de produits combustible et/ou corrosifs, carburants et gaz inflammable, il est nécessaire de prendre toutes mesures proportionnelles d'en réglementer temporairement la vente et le transport sur la département de la Manche ;

Considérant que toutes mesures proportionnelles doivent être prises pour prévenir toute atteinte significative à l'ordre public ainsi qu'à la tranquillité et à la santé publiques ; qu'il est nécessaire d'interdire temporairement la vente en contenant transportable de carburants et de produits chimiques, inflammables ou explosifs ;

Art. 1 : L'acquisition par des particuliers de carburants, de produits chimiques, inflammables ou explosifs, sous forme solide, liquide ou gazeuse, à emporter en contenant transportable, à l'exception des bouteilles de gaz et du carburant à usage domestique, est interdite sur l'ensemble du département du samedi 13 juillet 2024 à 18 heures au lundi 15 juillet 2024 à 8h00.